Le ciel tombe sur l'Afrique de l'Ouest

Le Nigéria, géant d'Afrique, qui peine à endiguer la montée de l'extrémisme religieux, la Côte d'Ivoire encore sous les braises incandescentes d'une décennie de guerre, le Bénin où le régime dénonce piteusement des complots avérés ou imaginaires, le Togo qui n'en finit pas avec les assassinats politiques, le Mali où l'État démocratique a chancelé sous la pression des groupes armés dans le nord du pays… L'Afrique de l'Ouest a mal à sa gouvernance.

Intervenants dans cet article :

Augustin Loada
directeur exécutif du Centre pour la gouvernance démocratique (CGD), à Ouagadougou, au Burkina Faso.

Abdoul Karim Sango
juriste et commissaire à la Commission électorale nationale indépendante (Ceni) du Burkina Faso.

Salia Amara
de l'Association Partenariat pour le pain et la démocratie en Afrique de l'Ouest.

« *D'une manière générale, on peut dire que la situation de la gouvernance en Afrique de l'Ouest est loin d'être satisfaisante au regard des aspirations des populations. Des progrès ont été accomplis par rapport aux années 70 et 80, grâce à la vague de démocratisation du début des années 90. Mais il reste encore beaucoup d'efforts et beaucoup de réformes à mettre en œuvre pour répondre aux aspirations des populations* », déclare le professeur Augustin Loada, directeur exécutif du Centre pour la gouvernance démocratique (CGD), à Ouagadougou au Burkina Faso.

Se maintenir au pouvoir

Un peu partout dans la région, les réflexes autoritaires des régimes prennent le dessus. Aux risques de l'autoritarisme et de la pauvreté viennent s'ajouter ceux de l'insécurité et du terrorisme. « *Et face à ces périls, on a l'impression que les groupes au pouvoir dans la plupart des pays de la région sont plus préoccupés par l'accaparement des ressources de l'État que par le bien-être des populations* », ajoute Augustin Loada.

Si des pays comme le Mali ou le Bénin, que l'on prenait pour des modèles, vacillent, que dire alors du Burkina Faso qui n'a jamais eu la réputation d'être un exemple de réussite démocratique ? « *La gouvernance au Burkina Faso est moyenne. Il y a beaucoup d'insuffisances surtout au niveau du leadership politique* », soutient Abdoul Karim Sango, juriste et commissaire à la Commission électorale nationale indépendante (Ceni). Au pays des hommes intègres (signification de Burkina Faso), l'intégrité semble de plus en plus la valeur la moins bien partagée, particulièrement au sein de l'élite. Des ministres sont cités dans des affaires de détournement de fonds publics sans être inquiétés par la justice.

Le clientélisme est partout.

La famille présidentielle et des proches du régime maintiennent le contrôle sur l'économie et les finances du pays… « *Malgré les taux de croissance économiques enregistrés, la majorité de la population continue à vivre dans la misère et, ceux, minoritaires, qui sont salariés des secteurs privé ou public et qui parviennent à tirer leur épingle du jeu, sont vite rattrapés par le phénomène de la vie chère* », constate le directeur exécutif du CGD.

Une foule d'entraves

Il existe plusieurs entraves à la gouvernance au Burkina Faso. Le rapport du Mécanisme africain d'évaluation par les pairs (Maep) pointe du doigt l'existence d'un parti majoritaire omniprésent et omnipotent qui laisse peu de place à une opposition réduite à sa plus simple expression. Ce quasi monopole conforte et entretient par ailleurs des dysfonctionnements en tous genres. « *Le risque de dérive vers un "parti unique" menace la démocratie et la stabilité car une opposition dont l'espace politique est réduit à la portion congrue peut alimenter et/ou récupérer le moindre mécontentement, investir la rue et nourrir l'instabilité* », prévient le Maep.

en panne

© Jean-Louis Brocart /SOS Faim.

Sur une route du Burkina Faso.

Mais pour Augustin Loada, la principale entrave à la gouvernance au Burkina Faso est sans conteste le manque de sincérité et de volonté des élites dirigeantes : « *La nature n'a pas vraiment gâté ce pays en matière de ressources. Mais les maigres finances de l'État sont détournées par les élites. Le pouvoir ne réagit pas fermement pour juguler le fléau, comme si la corruption faisait partie de son mode de fonctionnement normal* », regrette-il. En conséquence, « *une minorité s'enrichit impunément et le fossé entre ces nouveaux riches et le reste de la population ne cesse de s'aggraver. La grande majorité de la population est analphabète et vit en dessous du seuil de pauvreté. À cela s'ajoutent les pesanteurs sociologiques, le poids des traditions, qui constituent des obstacles à la démocratisation.* »

Le clientélisme est partout. Salia Amara, de l'association Partenariat pour le pain et la démocratie en Afrique de l'Ouest, explique : « *On n'est pas dans le même contexte que l'Europe où personne ne va voir un ministre pour lui demander de l'aide pour le baptême de son fils ou le mariage de son enfant. Ici tous les jours les ministres reçoivent ce genre de demandes. Ce sont des coutumes qu'on ne peut pas changer en l'espace de quelques années* ».

Mais en aucun cas cela ne peut justifier l'usage abusif des moyens de l'État par les élites. Le potentiel du Burkina Faso est affaibli par l'hémorragie de capitaux placés à l'étranger. « *C'est une problème très répandu et qui concerne la plupart des pays africains. Les dirigeants détournent les ressources présentes pour leur usufruit personnel et recourent aux financements extérieurs pour mener les politiques nationales* », s'indigne Adboul Karim Sango.

Quelles solutions ?

Toutes ces contraintes peuvent être levées si les dirigeants sont mus par une volonté de démocratiser le régime et de mettre le bien-être de la population au-dessus de leurs calculs politiciens, note Augustin Loada. « *Dans ce pays, nous avons la même élite au pouvoir depuis 1987 qui n'a cessé d'accumuler des rentes et de manipuler les règles du jeu démocratique pour se perpétuer au pouvoir. Naturellement, cela ne peut qu'ouvrir la porte à de nombreux abus* ». Selon le directeur exécutif du CGD, le régime profite de la misère et surtout de l'ignorance des populations. « *C'est pourquoi je considère comme prioritaire l'éducation, en particulier l'éducation et la mobilisation citoyennes qui ouvrent les yeux des populations sur les dérives des pouvoirs publics et sur leurs droits et devoirs réciproques* ». C'est également le point de vue de Salia Amara : « *Un des défis, c'est l'éducation des citoyens par rapport à l'appropriation des valeurs démocratiques. Il faut éduquer les gens à la citoyenneté.* » Augustin Loada de renchérit : « *Tant que les populations n'auront pas compris que les gouvernants sont élus pour créer les conditions à l'épanouissement de tous et qu'elles peuvent et doivent leur demander des comptes, et même les sanctionner, il y a peu de chance que la situation actuelle s'améliore.* »

L'opposition est réduite à sa plus simple expression.

L'Europe à la rescousse

Afin d'assainir la gouvernance, l'Union européenne joue un rôle important à travers notamment le financement d'actions précises. En avril dernier, l'UE a signé avec la Commission de l'Union économique et monétaire ouest-africaine (Uemoa) deux conventions portant sur une enveloppe financière de 13 milliards de francs CFA (presque 20 millions d'euros). Un fonds est destiné à aider les pays d'Afrique de l'Ouest à développer des politiques macroéconomiques et financières saines. « *Les efforts de l'Union européenne, tout comme ceux d'autres bailleurs de fonds en faveur de l'amélioration de la gouvernance en Afrique sont louables, surtout dans le contexte actuel où les contribuables européens font face aux difficultés de la crise économique* », déclare Pr Augustin Loada. Mais comme le dit si bien Salia Amara : « *Il n'y a pas de bon vent pour celui qui ne sait pas où il va.... Cela signifie que si, en tant que Burkinabé, nous ne savons pas exactement quel modèle économique et social nous voulons pour notre pays, ce ne sont pas les milliards de l'UE qui vont changer quelque chose.* » ■

Un article d'Inoussa Maiga (journaliste burkinabé)